
Vivre, pas juste survivre

Alyssa Battistoni - 2017

Présentation :

Les mouvements de la classe ouvrière doivent placer la reproduction sociale et écologique au cœur de leur vision de l'avenir.

Lorsque Donald Trump a annoncé son intention de retirer les États-Unis de l'accord de Paris sur le climat en juin dernier, les libéraux ont crié à la catastrophe. L'aventurier capitaliste et PDG de Tesla Elon Musk a finalement démissionné du conseil consultatif économique de Trump. Le directeur général de Goldman Sachs, Lloyd Blankfein, a pris la parole pour la première fois sur Twitter pour exprimer sa déception, tandis que l'ancienne ambassadrice auprès des Nations unies, Samantha Power, a tweeté que c'était « la fin du siècle américain ». Repérant une opportunité, le président français Emmanuel Macron, en concurrence avec Justin Trudeau pour le titre de leader mondial de la Résistance, s'est engagé à « rendre notre planète grande à nouveau. »

De leur point de vue, la décision est apparue comme un changement

radical de la politique climatique entrepris par le mercurien et fièrement ignorant Trump – à l'opposé de la froideur de Barack Obama, qui avait déclaré que le changement climatique était une « véritable menace existentielle » (lors d'une collecte de fonds privée à Martha's Vineyard). Mais cette décision marque l'aboutissement des efforts déployés par M. Obama pour faire face au changement climatique tout en évitant la politique.

Dans le plus pur style technocratique, Obama a cherché une solution par le biais de décrets, de mesures administratives et de négociations internationales élitistes. Son plan pour une énergie propre s'est appuyé sur le pouvoir de la présidence pour réduire les émissions en réglementant davantage les centrales électriques et en relevant les normes relatives aux carburants à l'aide de la

loi sur la qualité de l'air et de l'Agence de protection de l'environnement. Au cours de la dernière année de son mandat, il a fait grand cas de la négociation d'un accord international lors de la COP 21 à Paris, le premier accord mondial sur le climat depuis Kyoto en 1997.

Mais sa réussite a été exagérée, tout comme la panique des libéraux quant à sa disparition. L'accord était loin d'atteindre les objectifs fixés par les climatologues et les militants pour éviter un réchauffement dangereux de 2 °C ou plus, notamment parce qu'Obama lui-même avait insisté pour qu'il ne soit pas contraignant. Même la mise en œuvre de l'ensemble des engagements pris à Paris aurait nécessité une action politique soutenue, indépendamment de la personne qui contrôlait le bureau ovale.

Paradoxalement, Obama a également été davantage blâmé pour les tentatives de réglementation qu'il ne le méritait probablement. Les réglementations plus strictes en matière d'émissions ne sont qu'une des raisons de la baisse de la demande de charbon : les militants ont fait campagne pour la fermeture des centrales électriques au charbon et les prix de l'énergie solaire et du gaz naturel sont en chute libre. Mais Obama a fourni un bouc émissaire

commode pour le déclin continu du pays du charbon – après tout, il n'a pas fait grand-chose pour atténuer la crise du chômage et des besoins dans des endroits autrefois dépendants de cette ressource. La voie était libre pour qu'un candidat comme Donald Trump se présente sur un programme visant à ramener les emplois dans les mines – même s'il n'avait aucun moyen réel d'y parvenir.

Le désir d'agir plus rapidement que ne le permet l'état actuel du Congrès est compréhensible – nous manquerons rapidement de temps. Mais le changement climatique est un problème trop important pour qu'on puisse l'aborder avec des bricoles et des coups de pouce. Une action sérieuse sur le climat ne peut pas éviter la politique – elle doit l'affronter de front.

Trump n'est pas le premier à exploiter les tensions entre les travailleurs et les écologistes, et il est peu probable qu'il soit le dernier. En réponse, la gauche doit offrir un programme qui révèle ces tensions comme un faux choix, un choix offert aux conditions du capital. Nous pouvons le faire en proposant un plan climatique qui améliore la vie des gens d'une manière qu'ils peuvent comprendre et pour laquelle ils sont prêts à se battre. Cela ne signifie pas qu'il faille se concentrer uniquement

sur les travailleurs des vestiges les plus traditionnels de l'économie des combustibles fossiles, ou même sur les types d'emplois liés à l'énergie verte et aux infrastructures généralement proposés en remplacement. Il s'agit plutôt d'organiser la classe ouvrière telle qu'elle existe aujourd'hui – les infirmières et les enseignants, les soignants et les travailleurs des services qui font déjà le travail qui sera à la base d'une société à faible émission de carbone orientée vers l'épanouissement de tous, et qui peuvent ouvrir la voie à un avenir dont la gloire peut durer bien plus longtemps que trente ans.

À quoi ressemblerait cette société ? En général, elle signifiera moins de travail pour tous. Mais le type de travail dont nous aurons besoin dans un avenir au climat stable est un travail orienté vers le maintien et l'amélioration de la vie humaine ainsi que de la vie des autres espèces qui partagent notre monde. Il s'agit de l'enseignement, du jardinage, de la cuisine et des soins infirmiers : un travail qui améliore la vie des gens sans consommer de grandes quantités de ressources, sans générer d'importantes émissions de carbone et sans produire d'énormes quantités d'objets.

Il s'avère que c'est également un travail qui font un nombre croissant

de personnes. « J'ai été élu pour représenter les citoyens de Pittsburgh, pas de Paris », a déclaré Trump dans son discours annonçant le retrait. C'était un signal clair pour ses partisans de la Rust Belt – le seul problème est que Pittsburgh n'est plus une ville sidérurgique depuis des décennies. Aujourd'hui, la plupart des emplois ne sont pas dans le charbon, l'acier ou l'industrie manufacturière, mais dans ce que l'on appelle souvent les « eds and meds » : les soins de santé et l'éducation.

Pittsburgh illustre une tendance plus large : bien que la vision de la classe ouvrière, avec son chapeau dur, conserve une emprise étonnamment forte sur l'imagination politique, les secteurs de l'économie qui connaissent la croissance la plus rapide sont les industries caractérisées par des « cols roses » – les soins infirmiers, l'enseignement, le travail de service. Les défenseurs des emplois verts font souvent remarquer qu'il y a aujourd'hui plus d'emplois dans l'installation de panneaux solaires que dans les mines de charbon – mais il y a aussi plus d'enseignants, d'aides-soignants à domicile et de gardes d'enfants. Ces emplois sont occupés de manière disproportionnée par des femmes, des immigrants et des personnes de couleur.

L'organisation de ces travailleurs serait la voie à suivre pour les socialistes en toutes circonstances. Dans les circonstances désastreuses que nous connaissons, insister sur le fait que le travail qu'ils font est crucial non seulement pour une société juste et décente, mais aussi pour une société écologiquement viable, est le moyen de regagner notre avenir. Les mouvements syndicaux des XIXe et XXe siècles ont insisté sur le fait que les travailleurs avaient construit le monde au sens le plus littéral du terme. Le mouvement ouvrier du XXIe siècle doit mettre en avant les travailleurs qui nous permettront d'y vivre.

En clair, les emplois en col rose sont des emplois verts.

Bien sûr, s'il existe des synchronicités entre les impératifs écologiques et le travail féminisé, ils ne sont pas nécessairement alignés. Le travail de soin peut être à faible émission de carbone, mais cela ne signifie pas que les industries qui en dépendent le sont. Les travailleurs hôteliers, par exemple, sont fortement syndiqués, mais l'industrie hôtelière, qui dépend des grands voyageurs fréquents, souffrirait sans les combustibles fossiles.

Las Vegas, par exemple, est à la pointe de la syndicalisation des travailleurs du secteur des services,

mais ce n'est guère un modèle pour un monde écologiquement durable. La syndicalisation des travailleurs de la restauration rapide et du commerce de détail est également essentielle, mais McDonald's et Forever 21 ne sont pas beaucoup plus défendables sur le plan écologique qu'ExxonMobil. Parfois, il faudra transformer l'organisation du travail ; souvent, il faudra simplement en faire moins. Cela devrait être le cas même pour les emplois qui ne sont pas aussi gourmands en ressources : le travail de soin peut être gratifiant, mais il peut aussi être fastidieux, ennuyeux, émotionnellement et physiquement éprouvant.

Dans le même temps, la transition vers une économie centrée sur la reproduction sociale nécessitera de prendre conscience de la manière dont le travail de service aux autres a été façonné par le genre et la race. Il y aura peut-être des emplois pour faire des lits et laver les personnes âgées, mais cela ne signifie pas que les travailleurs, principalement des hommes, qui ont passé des décennies à travailler dans des usines, sur des plates-formes pétrolières ou dans des mines de charbon, seront capables ou désireux de les occuper. Mais ils pourraient être plus enclins à le faire si le travail de reproduction sociale était mieux rémunéré et reconnu.

Lors de la grève des éboueurs de Memphis en 1968, les éboueurs (essentiels à toute société écosocialiste !) ont déclaré de façon célèbre « Je suis un homme », tout en réclamant de meilleurs salaires et de meilleures conditions de travail. Ce faisant, ils ont remis en question un système de ségrégation du travail qui les avait laissés faire le travail le plus sale, insistant à la fois sur l'égalité sociale et les gains matériels. Pour réorganiser la reproduction sociale de manière plus générale, il faudrait remettre en question de la même manière le statut du travail traditionnellement effectué par les femmes, et en particulier les femmes de couleur.

En d'autres termes, pour faire face au changement climatique, il faudra construire mais aussi transformer les mouvements de la classe ouvrière. Le mouvement autonomiste italien des années 1970 offre une perspective utile : alors que l'augmentation du coût de la vie dépassait le rythme des augmentations de salaire, les communautés de la classe ouvrière ont reconnu que la lutte devait se poursuivre en dehors de l'usine. Elles se sont battues pour réduire le coût non seulement des produits de première nécessité comme le loyer, le transport et l'épicerie, mais aussi des produits de luxe comme l'opéra ; elles ont squatté des bâtiments désaffectés

et les ont transformés en centres communautaires, imaginant des bibliothèques, des cliniques, des gymnases et des théâtres dans des endroits où de telles commodités n'existaient pas. Ils insistaient sur le fait que les membres de la classe ouvrière avaient eux aussi droit à une bonne qualité de vie.

Pourtant, les projets autonomistes, bien que souvent organisés conjointement avec les ailes radicales des syndicats, ont eu tendance à être sporadiques et à être mis en œuvre au coup par coup. Dans les années 1980, ils s'étaient pour la plupart désintégré.

Aujourd'hui, la stagnation des salaires et l'augmentation du coût de la vie rendent les produits de première nécessité et de luxe inabordables pour la plupart. La lutte des classes à l'ère du changement climatique n'est pas seulement présente dans le Ninth Ward après Katrina ou dans les Rockaways après Sandy – elle est présente dans les rythmes de la vie quotidienne. Elle est présente dans les maisons de retraite et les écoles, dans le bus et dans la rue. Le défi contemporain consiste donc à reprendre les combats autonomistes sur la reproduction sociale, mais à les mener à un niveau plus institutionnel, tout en les étendant au-delà de l'usine

et du social à un nouveau niveau : l'écologie.

Ce processus est déjà en cours. Comme l'affirme Nancy Fraser, « si vous rassemblez les luttes pour une semaine de travail plus courte, pour un revenu de base inconditionnel, pour des services publics de garde d'enfants, pour les droits des travailleurs domestiques migrants et des travailleurs qui font du travail de soins dans les maisons de soins infirmiers à but lucratif, les hôpitaux, les centres de garde d'enfants – puis ajoutez les luttes pour l'eau potable, le logement et la dégradation de l'environnement, en particulier dans le Sud global – ce à quoi cela aboutit... c'est à une demande pour une nouvelle façon d'organiser la reproduction sociale ».

Organiser la reproduction d'une nouvelle manière signifie rendre le travail de notre survie quotidienne moins onéreux et plus agréable. Cela signifie créer et maintenir des espaces de luxe et de loisirs collectifs – des parcs et des jardins publics luxuriants, de beaux espaces pour la récréation et la relaxation, l'art et la culture accessibles à tous. Cela signifie qu'il faut non seulement construire des logements dans les centres urbains denses, mais aussi s'assurer que les personnes de la classe ouvrière peuvent réellement se permettre d'y

vivre ; cela signifie qu'il faut soutenir davantage les transports en commun, non seulement dans les villes, mais aussi dans les banlieues tentaculaires où vit un nombre croissant de personnes de la classe ouvrière et dans les communautés rurales où l'isolement exacerbe les crises sociales et économiques. Cela signifie qu'il faut s'attaquer aux pénuries de main-d'œuvre qui sont au cœur de la crise des soins en milieu rural. Cela signifie des programmes tels que les soins de santé universels et l'université gratuite qui élargissent simultanément l'accès aux biens publics et la portée de l'économie à faible émission de carbone.

Le New Deal avait des éléments d'un tel avenir dans le Civilian Conservation Corps (CCC), qui mettait de jeunes hommes au travail pour créer et entretenir les parcs nationaux, et les Federal Art, Music, Theater, and Writers' Projects, qui fournissaient des subventions pour soutenir un large éventail d'artistes. Ces types de programmes, combinés aux programmes d'aide sociale de la Grande Société, permettraient de créer une société qui fournit à la fois les nécessités de l'approvisionnement social et une abondance de délices naturels et culturels.

Une version renouvelée et permanente de la CCC pourrait

étendre l'économie solidaire à notre planète. Dans les zones rurales, elle pourrait créer de nouveaux sentiers de randonnée, des terrains de camping et des réserves naturelles ; dans les villes, elle pourrait soutenir la création et l'entretien de parcs urbains et de jardins communautaires qui peuvent contribuer à rendre les espaces urbains denses habitables et respirables, même si les températures augmentent. Dans tout le pays, il pourrait restaurer des zones endommagées depuis longtemps par l'extraction de combustibles fossiles et d'autres activités industrielles. La CCC originale employait des milliers d'Amérindiens, qui entreprenaient souvent des projets déterminés par les conseils tribaux ; une version réactivée pourrait être associée à un programme pour la souveraineté et le contrôle des terres indigènes. Sur une note plus sombre, à mesure que le changement climatique progresse, nous aurons besoin de plus de personnes formées pour faire face aux incendies de forêt, aux inondations et à d'autres types de conditions météorologiques extrêmes.

L'expérience de ces dernières années montre que la gauche peut se développer et gagner sur des plateformes solides et ambitieuses qui abordent des questions allant de l'accès au logement et à l'éducation aux prestations médicales et aux soins

aux personnes âgées. Intégrés plus étroitement à une analyse écologique, ils représentent les éléments constitutifs d'une plateforme écosocialiste.

Une première vision de ce à quoi ce type de programme pourrait ressembler est exposée dans le Manifeste du saut du Canada, un document produit par un rassemblement de groupes syndicaux, environnementaux et autochtones. Le Manifeste plaide en termes clairs pour une économie centrée sur « l'entraide et la protection de la planète ». Cela signifierait travailler moins longtemps pour des salaires plus élevés et consacrer le temps gagné à nos proches et à nos communautés ; orienter le travail que nous faisons vers la fin des inégalités raciales et entre les sexes ; produire de l'énergie sans détruire les écosystèmes ; et créer des structures de propriété qui rendent la richesse aux personnes et aux communautés plutôt que de la leur soutirer. Le Manifeste place le travail de reproduction sociale et écologique au cœur de sa vision de l'avenir ; son avant-garde est constituée de ceux dont le travail a été féminisé et sous-évalué. Il s'agit d'un programme qui est politiquement avisé sur le terrain des politiques existantes, impliquant les organisations existantes, tout en

imaginant un avenir en rupture avec
le présent.

Nous devrions suivre cet exemple et
nous efforcer d'imaginer à la fois
l'avenir que nous voulons et les forces
qui peuvent nous y conduire – et
ensuite nous organiser. Nous pouvons
garder la planète habitable en
construisant un monde vivable, mais
nous n'avons pas de temps à perdre.



Chou blanc
éditions